Les forêts de l’Inde du Nord-Est

La région généralement dénommée « l’Inde du Nord-Est » ou tout simplement « le Nord-Est » n’est reliée au reste du pays que par une frontière d’une vingtaine de kilomètres et elle est entourée par le Népal, le Bhutan, la Chine, le Myanmar et le Bangladesh. Plus de 200 communautés indigènes et tribales l’habitent ; la plupart d’entre elles ont des similarités en matière de culture, d’alimentation, d’habillement, d’économie et d’administration politique, et ont élaboré des lois et des institutions propres à chaque tribu.

Malgré l’urbanisation croissante, surtout dans les capitales, la vie des communautés continue d’être réglée par la nature, façonnée par les montagnes, les forêts et les fleuves. Parallèlement, l’État et les grandes entreprises continuent d’impulser leur programme de ‘développement’, surtout maintenant que les industries extractives et les capitaux mondiaux sont en train de s’installer dans des régions de plus en plus lointaines. La mise en oeuvre de ce programme de ‘développement’ est en train de changer la définition et les usages de la forêt.

D’après les statistiques, le couvert forestier est supérieur à 70 – 80 pour cent dans la plupart des États de la région. C’est une des rares régions intactes et écologiquement diverses qui restent au monde. Ces forêts sont habitées par des communautés qui en sont ‘propriétaires’ et qui les ‘contrôlent’. L’État ne contrôle pas directement ces forêts communautaires, sauf dans le cas des réserves ou des zones protégées. Par exemple, dans l’État de Manipur les forêts couvrent 77 % du territoire, mais seuls 7 % sont soumis au contrôle gouvernemental. Néanmoins, en Assam, de grandes étendues de forêt intacte furent détruites lorsque les autorités coloniales britanniques y établirent des plantations commerciales de thé. Aujourd’hui, la zone plantée de thé dans cet État couvre une superficie de 312 210 hectares et serait la plus large du monde.

Les plantations commerciales, en particulier celles d’hévéas, ne sont pas nouvelles dans la région mais elles envahissent de plus en plus les zones de forêt intacte. Les plantations de thé et de café pénètrent dans la forêt d’altitude. Au Tripura, la destruction forestière a déjà démarré pour faire de la place à 100 000 hectares supplémentaires de plantations d’hévéas. Le Tripura est déjà le deuxième producteur de caoutchouc naturel de l’Inde. Cette expansion a lieu dans les zones boisées tribales soumises aux autorités locales. Les plantations d’hévéas sont en train d’avancer dans les États de l’Arunachal et du Nagaland également.

L’expansion des plantations industrielles de palmiers à huile a lieu au Mizoram. Le gouvernement du Mizoram entend porter à quelque 150 000 hectares la superficie plantée de palmiers.

Au Maghalaya, suite à la constatation des conséquences pour l’environnement et surtout de la destruction forestière causée par l’extraction de charbon et de calcaire, la Cour suprême a interdit toute nouvelle mine de charbon. (1) L’avancée des plantations commerciales et de l’industrie minière sur les terres contrôlées par les communautés montrent que la situation change et que les

villages et la société sont soumis à davantage de pression.

Les lois et les institutions qui gouvernent les forêts de la région sont de différentes sortes. Les lois et les institutions coutumières varient d'une tribu à l'autre, mais elles sont axées sur la communauté. En général, les chefs de village ou le conseil du village et/ou du clan donnent une parcelle boisée à une famille pour qu'elle y fasse de l'agriculture itinérante (*jhum*). Si la parcelle est abandonnée, elle retourne à la communauté. Traditionnellement, les terres communales ne peuvent pas être vendues ni héritées ; elles ne peuvent pas non plus être transférées à des propriétaires individuelles. Néanmoins, la vente et le transfert de terres à des propriétaires privés sont en train de gagner du terrain grâce aux pressions intérieures et extérieures. À l'heure actuelle, certains leaders tribaux ont cédé des terres et des forêts, au moyen de ce qu'on appelle un « certificat de non objection », à des entreprises commerciales qui ont présenté des documents attestant que leurs évaluations environnementales et autres mesures de sauvegarde avaient été approuvées. Dans d'autres cas, les conseils des villages ont refusé d'autoriser l'extraction minière, preuve rassurante que le consentement et l'autodétermination servent parfois à préserver l'avenir.

La Loi sur les tribus enregistrées et autres habitants des forêts (Reconnaissance des droits forestiers) approuvée en 2006 est une politique nationale progressiste qui vise à réparer l'injustice historique commise contre les tribus et les habitants traditionnels des forêts. Elle a été dénommée également Loi sur les droits tribaux, Loi sur les tribus et Loi sur les terres tribales (cf. le Bulletin 205 du WRM). Cette loi a été la première à reconnaître, entre autres, les droits et l'occupation des forêts par les tribus enregistrées et d'autres habitants traditionnels qui y ont vécu des générations durant sans que leurs droits aient pu être attestés. Sauf l'Assam et le Tripura, les autres six États du Nord-Est ne l'ont pas appliquée, en alléguant que la propriété communale de la forêt existe déjà et que les lois venues de l'extérieur risquent de finir par reléguer au second plan les autorités locales.

Parmi les facteurs qui peuvent avoir de graves effets sur les forêts de la région dans les années à venir figurent le développement de l'industrie minière, les barrages, les autoroutes et les chemins de fer, l'expansion des plantations commerciales et les activités concernant le changement climatique.

Les mines de charbon sont un problème grave dans les États de l'Assam et du Meghalaya. En raison de leur fort impact environnemental, le Tribunal national écologiste de la Cour suprême les a interdites pour le moment. (1) Un déversement de pétrole dans les installations de l'*Oil and Natural Gas Corporation* (ONGC) dans le district de Nagaland a provoqué la destruction massive de la forêt et des terres agricoles. (2) Les organisations locales sont allées aux tribunaux pour demander une indemnisation et la réhabilitation du territoire. Des projets d'extraction pétrolière ont été présentés dans les États du Mizoram, du Manipur et de l'Arunachal. Tous ces projets aboutiraient à la destruction des zones boisées et à l'affectation des sols à d'autres usages.

En outre, le gouvernement prévoit de construire plus de 150 barrages, dont la plupart seront très grands. Rien qu'en Arunachal, le gouvernement a signé des protocoles d'accord concernant 127 barrages à construire sur 42 fleuves avec rien moins que 59 entreprises, dans le but de générer 42 591 MW. Tous ces barrages vont submerger de grandes étendues de forêt dense et intacte. Au Manipur, le projet controversé du haut barrage de Tipaimukh a été 'annulé' ; sa construction aurait inondé 22 777 hectares de forêt. L'opposition locale, jointe au tollé national et international, a rendu possible cet arrêt exceptionnel d'un projet qui aurait submergé une grande étendue de forêt et les innombrables moyens de subsistance associés à ces forêts.

Les autoroutes, les chemins de fer et l'infrastructure ont une place prioritaire dans le plan du pays de

‘débloquer’ la région. Il s’agit d’ouvrir la culture et la beauté de la région au tourisme, d’ouvrir les forêts à l’extraction de bois et de médicaments traditionnels, de les vouer au rôle de réservoirs de carbone, de les ouvrir au pillage des minéraux et à la construction d’infrastructures qui relient l’Inde à la région de l’ASEAN, si influente du point de vue géopolitique et économique. L’exécution de deux projets clés, le Réseau routier asiatique et le Chemin de fer trans-asiatique, a déjà démarré. On est en train de planifier la construction d’un grand réseau pétrolier et gazier qui relie l’Asie du Sud à l’Asie du Sud-Est, et les travaux pour l’installation d’un réseau électrique national ont déjà commencé. Toutes ces nouvelles infrastructures détruiront de vastes zones boisées et auront des répercussions directes sur le mode de vie et sur la subsistance des peuples forestiers.

Le changement climatique et les forêts

Tandis que le mode de vie des communautés tributaires des forêts, comme celles que l’on trouve dans tout le Nord-Est, est l’un des plus sobres en carbone, le changement climatique est déjà en train d’y porter atteinte. Ses effets sont aggravés par deux types d’activités qui sont censées contribuer à atténuer le réchauffement planétaire. L’un consiste à restaurer des terres supposées ‘dégradées’ ou à ‘protéger’ les forêts existantes en tant que réservoirs ou puits de carbone ; le deuxième est la plantation industrielle de biomasse pour la production agrocarburants ou la génération d’énergie. Les plantations créées à ces fins – le plus souvent de vastes étendues en régime de monoculture qui appartiennent à des transnationales – pourraient difficilement être considérées comme des forêts, même en faisant un gros effort d’imagination.

L’un des architectes des projets de carbone forestier dans le Nord-Est est la Banque mondiale. Dans le cadre de sa recherche sur Les liens entre les ressources naturelles, l’eau et l’environnement pour le développement et la croissance de l’Inde du Nord-Est, (3) le rapport préliminaire, ‘La finance du carbone et le secteur forestier de l’Inde du Nord-Est’, est clairement favorable à l’affectation des terres agricoles et forestières à d’autres projets de carbone forestier plus ‘profitables’. Un autre rapport qui sert de base à la même recherche, intitulé ‘Analyse du secteur forestier de l’Inde du Nord-Est’, signale aussi l’importance des programmes de piégeage de carbone dans la région. Du moment que la Banque a clairement l’intention d’intervenir dans le secteur forestier du Nord-Est, il est probable que son Projet sur les moyens d’existence du Nord-Est sera associé à des projets d’envergure en matière de carbone. Si la Banque prévoit d’y impliquer toute la région, et si les puits de carbone font partie du projet dans tous les districts, la totalité des paysages et des communautés du Nord-Est subiront les effets négatifs de cette fausse solution de la crise climatique.

En 2011, l’organisation états-unienne CFI (*Community Forestry International*) fit démarrer le projet REDD+ de Mawphlang en tant que premier projet pilote de la région. (4) Ce projet REDD+ est situé dans les East Khasi Hills du district de Meghalaya, et la CFI l’appelle parfois ‘*Khasi Hills Community REDD+ Project’*. Il comprend 15 217 hectares, dont 9 270 étaient couverts de forêt dense et 5 947 de forêts ouvertes en 2010. La forêt comprise dans le projet REDD+ est une forêt sacrée ancienne. La CFI mentionne, en tant que collaborateurs, des ONG locales et des entités telles que la société Bethany, le Conseil autonome des Khasi Hills, Planet Action et la fondation privée britannique Waterloo. La branche locale de la Ka Synjuk Ki Hima Arliang Wah Umian Mawphlang Welfare Society et la CFI figurent comme auteurs du projet. La fondation Waterloo a apporté au projet une aide financière de 100 000 £ pour la période 2011 – 2012. D’après les documents du projet, la fédération *Ka Synjuk Ki Hima Arliang Wah Umian Mawphlang Welfare Society* détient les droits sur le carbone des forêts comprises dans le projet. Le ‘*Khasi Hills Community REDD+ Project*’ a été certifié en mars 2013 selon les normes du Plan Vivo (Édimbourg, Royaume-Uni). En juin 2013, 21 805 certificats de compensation de carbone ont été inscrits dans le Markit Registry, une base de données du secteur privé. Les documents du projet laissent entendre que celui-ci entrera dans sa

deuxième étape en 2017.

Tandis que toute l'information ci-dessus figure en ligne, les véritables 'propriétaires' de la forêt ne savent pas ce que c'est que REDD+. De nombreux villageois faisaient des cultures sur les collines mais, quand le projet REDD+ a démarré, ils ont dû chercher d'autres endroits pour le faire. Le projet REDD+ leur a apporté très peu d'avantages.

Un autre projet REDD+, qui comprend une superficie de 44 491 hectares, est situé dans les districts d'Aizawl et de Mamit du Mizoram. Ce nouveau programme est dirigé conjointement par le Conseil indien de la recherche et l'éducation en sylviculture (ICFRE), le Centre international pour le développement intégral des montagnes (ICIMOD) du Népal, et l'Agence de coopération internationale allemande (GIZ). (5) Comme dans le cas du projet REDD+ de Mawphlang, les villageois et les membres des conseils villageois ont reçu très peu ou pas d'information sur le projet, sur son fonctionnement et sur ses implications. Dans les documents, les projets REDD+ sont décrits comme un moyen d'abandonner l'agriculture *Jhum*, et on y ajoute que ces nouvelles activités de compensation de carbone couvriront les besoins financiers des villages. Dans deux villages que l'auteur de cet article a visités, la forêt avait été conservée pendant beaucoup d'années de l'initiative du village lui-même, avant l'arrivée du projet REDD+. Le projet a monétisé les forêts et les a enlevées aux villageois qui avaient durement travaillé de façon volontaire pour les protéger, bien avant que le projet REDD+ n'existe. Les choses ont changé et les communautés perdent maintenant la maîtrise de leurs forêts au profit d'organisations de l'extérieur.

Les plantations pour la fabrication d'agrocarburants, et surtout les plantations de jatropha, sont le second type d'activité que l'on entreprend au nom de la protection du climat et qui a porté atteinte à la subsistance de la population du Nord-Est. La Commission gouvernementale de la planification a créé des comités pour promouvoir ces plantations ; ils investissent dans le développement de produits, dans des études d'ingénierie, dans la simplification des réglementations, dans les spécifications concernant les plantations, dans le marketing, etc. Dans le Nord-Est, la joint-venture D1–Williamson Magor est le principal promoteur des plantations de jatropha. La société britannique D1 Oils Trading Ltd a été l'une des premières à acquérir des terres pour la production d'agrocarburants, et le groupe Williams Magor est le plus grand cultivateur de thé de l'Inde. Tous les deux avaient de grands projets d'expansion des plantations de jatropha, non seulement dans le Nord-Est mais dans bien d'autres pays asiatiques et africains. Rien que dans le Nord-Est, ils ont annoncé qu'ils prévoyaient de planter 100 000 hectares de jatropha, et les agriculteurs et les *Jhumias* (villages qui pratiquent l'agriculture itinérante) ont été séduits par les promesses de prêts bancaires et de garanties d'achat. Comme partout ailleurs, cette expérience de plantation de jatropha semble avoir échoué, et ce sont les villageois qui en font les frais : ils ont des dettes à rembourser, point d'huile de jatropha à vendre, et leurs champs sont couverts de cette plante toxique. Des visites sur le terrain ont permis de voir des fermes abandonnées et des terres *jhum* couvertes de plantes de jatropha. Le plus incompréhensible c'est qu'on oblige des villageois et des communautés qui sont les moins responsables du changement climatique à réduire leurs maigres émissions de carbone. Il paraît maintenant que la promotion des plantations pour la production d'agrocarburants reprendra de plus belle. Si ces plans se matérialisent, les forêts et la production alimentaire de subsistance de la région auront de gros problèmes.

Ram Wangkheirakpam

Directeur exécutif d'*Indigenous Perspectives,* Imphal, Manipur

(1) Un article sur la décision de la Cour suprême d'interdire les mines de charbon dans le Nord-Est

de l'Inde est disponible
sur : http://www.downtoearth.org.in/news/meghalaya-suspends-rathole-coal-mining-44432.

(2)
http://kanglaonline.com/2011/09/pil-seeking-rs-1000-crore-compensation-filed-for-oil-spill-in-nagaland/.

(3) Rapport de la Banque mondiale *'Natural Resources, Water and the Environment Nexus for Development and Growth in North East India'*: rapport '*Carbon Finance and Forest Sector in North East India*'; '*Forest Sector Review of North East India*'.

(4) '*REDD+ in India, and India's first REDD+ project: a critical examination*', rapport de Soumitra Ghosh, http://www.redd-monitor.org/wp-content/uploads/2011/11/03_Mausam_Sept-2011.pdf ; résumé et commentaires de REDD-Monitor, at http://www.redd-monitor.org/2011/11/29/indias-first-redd-project-in-the-east-khasi-hills-when-you-say-that-i-need-permission-to-cut-my-own-tree-i-have-lost-my-right-to-my-land/.

(5) '*Mizoram selected among others for REDD+ project*
', http://www.mizoramtourism.org/mizoram-news/mizoram-selected-among-others-for-redd-project ; initiatives REDD+ de l'ICFRE (les 10 dernières diapositives portent sur le projet REDD+ du Mizoram) : http://www.ignfa.gov.in/photogallery/documents/REDD-plus%20Cell/Modules%20for%20forest%20&%20Climate%20Change2016/Presentations/Resource%20Persons/TPSingh_IGNFA18Oct2016.pdf.